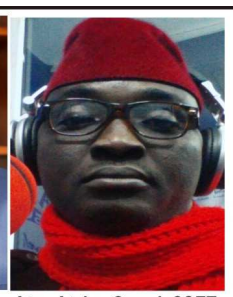
Le PM Klassou Selom


Atsu Atcha, Coord. CSET

CRISE DANS L'ÉDUCATION :

Quelle solution avant la prochaine rentrée ? P4

Le DIALOGUE

Bonne & Heureuse Année 2018

Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité

N°079 du 27 Décembre 2017

Récépissé n°0477/04/02/14/HAAC

Prix : 250FCA

DEUXIÈME TIRAGE DU JEU KDO TMONEY :

D'autres heureux gagnants récompensés par Togocel P.6

Photo de famille des gagnants avec le Directeur Ago-Bazaa Bawbady (au milieu).

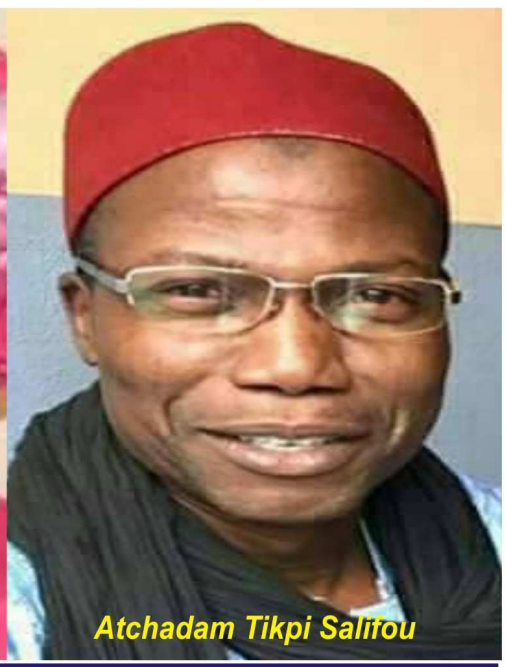
DÉNOUEMENT DE LA CRISE POLITIQUE AU TOGO : P.4

Difficile dialogue entre Pouvoir et Opposition

Jean-Pierre Fabre

Atcholi Aklesso

Brigitte Adjamagbo-Johnson


Atchadam Tikpi Salifou

PRESSION DE RUE DE L'OPPOSITION TOGOLAISE :

UNE STRATÉGIE POUR FAIRE DU CHANTAGE POLITIQUE P.3

ASSEMBLÉE NATIONALE :

Le budget général du Togo, gestion 2018, arrêté à 1.318,5 milliards de FCFA P.5

Les députés lors du vote du budget exercice 2017

DONS DE L'ASSOCIATION IRE OGOU DANS LA COMMUNE D'ATAKPAMÉ :

L'Honorable Michel AMETODJI au chevet d'une centaine d'enfants vulnérables en cette fête de Noël

L'honorable Michel Amétodji

Photo de famille des bénéficiaires

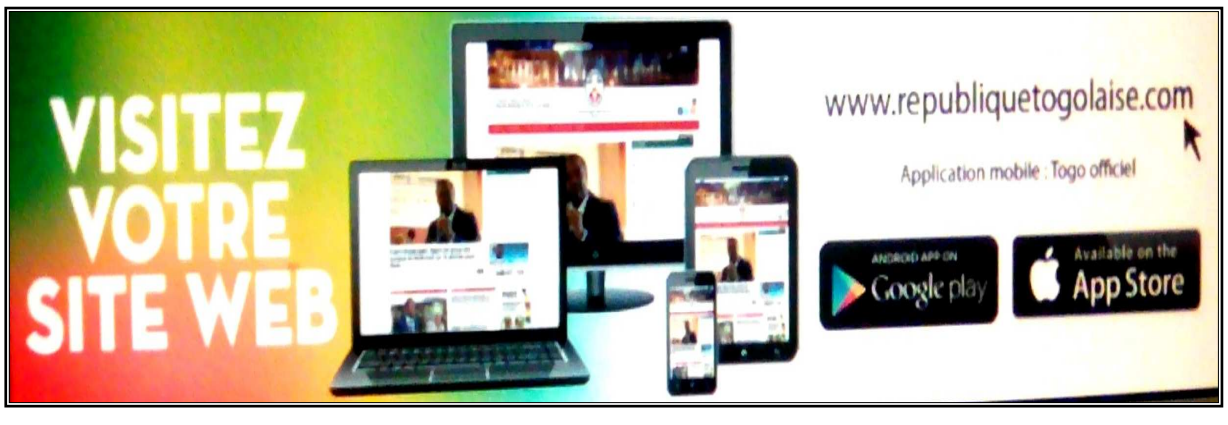
P.7

Baisse de la TVA
sur les produits de première nécessité

PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



La Rédaction de l'hebdomadaire **LE DIALOGUE** souhaite à ses lecteurs et lectrices, de belles fêtes de fin d'année.

CRISE SOCIOPOLITIQUE AU TOGO :

Le dialogue, une panacée pour la décrispation de la situation

La mauvaise foi de l'opposition concernant la préparation du dialogue n'est plus à démontrer. L'opposition s'accroche sur les médiations étrangères dans les discussions censées se dérouler entre les acteurs politiques Togolais. Et c'est pour s'entendre sur le principe de médiation que le PM klassou avait lancé les consultations préalables.

Mais l'opposition a balayé du revers de la main cette offre du gouvernement et surfe encore sur les médiations étrangères dans les discussions qui s'ouvriront incessamment. Aujourd'hui, on ne le dira jamais assez, le dialogue, rien que le dialogue, il n'y aura pas d'autres alternatives pour sortir le pays de l'impasse.

Si l'on revient toujours à la case départ, c'est parce que les réformes constitutionnelles souhaitées par le président de la république Faure Gnassingbé ont été maintes fois retardées par une frange de l'opposition pour des raisons de calculs politiciens et d'égo.

Jean-Pierre Fabre

Adjamagbo-Johnson

Christophe Tchao

Atchadam Tikpi Salifou

Paul Dodzi Apévon

Tout porte à croire que le pouvoir est favorable aux réformes réclamées à cor et à cri par l'opposition. Ces réformes ne peuvent intervenir qu'à l'issue d'un dialogue inter togolais. Ce sont là, les efforts que le gouvernement est en train de faire pour sortir le pays de cette crise. Cependant, le camp d'en face mène des contorsions qui risqueront de conduire le dialogue à des atermoiements. L'immense majorité des Togolais se demandent si réellement l'opposition a envie de discuter avec le pouvoir vu les exigences, les préalables et les polémiques qui font légion autour de ces assises ?

Le peuple est dans l'attente de connaitre la date, le chronogramme et le cadre de ces assises. Les polémiques de l'opposition avec les marches de rue peuvent être un frein au bon déroulement du dialogue. Le chef de l'Etat dans sa sortie médiatique a été clair et nette sur la position du pouvoir qui est un impératif pour la décrispation de la situation. Le cadeau de fin d'année que l'opposition doit faire aux Togolais et à leurs militants est de mettre l'intérêt de la nation au-dessus des intérêts partisans.

Les manifestations de rue, les propos des leaders de l'opposition aux antipodes de l'apaisement, tout ceci ne contribuera qu'exacerber la crise. L'opposition est donc face à l'histoire et le peuple togolais en jugera de sa mauvaise foi qui risque de faire perdurer les choses.

Sébabi Talata

PRESSION DE RUE DE L'OPPOSITION TOGOLAISE :

Une stratégie pour faire du chantage politique

L'opposition est encore dans les rues ce matin et ce, jusqu'au 30 décembre prochain. Pour la énième fois la coalition des 14 partis de l'opposition est dans les rues pour réclamer le retour à la constitution de 1992.

Des leaders et militants de l'opposition dans la rue à Lomé (Photo archives).

D'ailleurs dans une interview qu'il a accordée déclaration à notre confrère Jeune Afrique, Faure Gnassingbé a manifesté sa volonté de voir les acteurs de la crise se retrouver autour d'une table dans l'espoir que les discussions aboutiront aux réformes constitutionnelles et institutionnelles.

Dans l'une de ses sorties médiatiques, le ministre Christian Trimua, Conseiller du chef de l'Etat a expliqué la nécessité d'opérer les réformes. " Il faut à un moment donné que nous puissions opérer ces réformes et les mettre en œuvre car la constitution actuelle permet au chef de l'Etat d'être candidat indéfiniment " a-t-il déclaré.

La réapparition des manifestations de rue dans le contexte politique actuel commence par créer une lassitude. Les opérateurs économiques, les commerçants et artisans, bref le secteur privé et public sont sérieusement touchés par ces marches répétitives. On marche toujours pour quelle fin ? On nous dira, le retour à la constitution de 1992. Parlant de cette constitution, le gouvernement avait déjà introduit un avant-projet de loi en tenant compte des doléances de l'opposition. Erreur de jugement, l'opposition parlementaire a refusé obstinément de voter cette loi sous prétexte qu'elle ne prend pas en considération leurs réclamations.

Aujourd'hui, on tourne en rond avec les mêmes rengaines : manifs de rue, préalables avant l'ouverture de dialogue, polémiques, tergiversations. Le bout du tunnel n'est pas encore connu tant que l'opposition reste dans cette posture.

Chacun des acteurs politiques, les observateurs et tout le peuple togolais sans oublier ceux qui continuent de gesticuler dans les rues conviennent qu'il faut aller au dialogue. Quelle importance d'occuper encore les rues et empêcher les paisibles citoyens de vaquer librement à leurs occupations.

Le droit de manifester est reconnu par la constitution. Mais à l'allure où vont les choses, les manifestations de rue risquent de ne plus avoir une ascendance positive sur leurs finalités. Le bon sens aurait voulu qu'on arrête à un moment de notre histoire pour faire le bilan. Certes, l'opposition marche pour une cause bien déterminée.

A partir du moment où elle n'obtient pas gain de cause, il est plutôt préférable de changer de stratégies.

Au Togo, l'opposition ne fait pas la part des choses malgré les échecs. C'est curieux. Les marches ont montré déjà leur limite. Il est grand temps de prendre de la hauteur en cette fin d'année en privilégiant sur toute la ligne le dialogue.

Au demeurant, ces pressions de rue qui persistent sonnent comme du chantage politique.

KADI

DÉNOUEMENT DE LA CRISE POLITIQUE AU TOGO :

Difficile dialogue entre Pouvoir et Opposition

La seule chose que les Togolais attendent à ce jour pour voir le Togo se relever de sa crise politique interminable reste le dialogue annoncé depuis plus d'un mois déjà. Chacune des parties de la crise que traverse le Togo a toujours reconnu que le dialogue reste la seule voie en vue d'une solution durable au problème que vit la classe politique togolaise.

Jean-Pierre Fabre

Atcholé Aklesso

Atchadam Tikpi Salifou

Suite aux manifestations de rue suivies de violences et d'arrestations avec pour origine les revendications de l'opposition à savoir le retour à la constitution de 1992, le vote de la diaspora et la révision du cadre électoral, plusieurs pays frères du Togo ont manifesté leur volonté d'aider le pays à sortir de la crise. Le Bénin, le Ghana et la Guinée se sont particulièrement investis aux côtés du peuple togolais pour amener la classe politique sur la voie du dialogue.

L'opposition regroupée dans une coalition de 14 partis politiques a demandé un certain nombre d'exigences qu'il convient d'appeler des préalables. Il s'agit entre autres de la libération des personnes mise en prison suite à des arrestations enregistrées lors des manifestations de l'opposition, de la levée de l'Etat de siège sur les villes de Sokodé, Bafilo et Mango, de la libération des motos saisies lors des mêmes manifestations et de la définition claire du cadre du dialogue.

Dans la foulée, le gouvernement a pris plusieurs mesures d'apaisement telles que la libération des certains prisonniers dont les deux imams de Sokodé et de Bafilo, la libération des motos saisie, la levée de l'Etat de siège sur les villes exigées et la levée du contrôle judiciaire sur Jean-Pierre Fabre dans l'affaire des incendies des grands marchés. Si les exigences de l'opposition jusque là n'étaient pas totalement satisfaites avant l'ouverture des discussions, il n'en demeure pas moins que le groupe des 14 partis pourraient accepter prendre part au dialogue tant attendu. Rien ne rassurait vraiment, selon nos informations, que l'opposition allait refuser de répondre à ce dialogue tant attendu avant que les ministres du gouvernement ne viennent annoncer que le Ghana et la Guinée n'interviendront plus dans la médiation entre les acteurs de la crise.

C'est ici qu'a commencé une autre paire de manche supplémentaire dans les difficultés que connaît la classe politique togolaise en ces moments difficiles que nous traversons.

Pour le gouvernement, la CEDEAO demande aux Togolais de mener le dialogue désormais entre eux parce qu'on n'est pas en guerre pour exiger une médiation alors que du côté de l'opposition, on parle de fausses informations après vérification. Les premiers responsables de l'opposition rapportent que la CEDEAO maintient son rôle de médiateur et aurait demandé à ce que le Ghana et la Guinée soient renforcés par le Bénin. Deux versions opposées.

C'est dans ces conditions que des invitations pour les premières consultations ont été adressées individuellement aux partis politiques membres du groupe des 14. Ces derniers ont jugé bon de boycotter ces invitations sous prétexte qu'il ne revenait pas au gouvernement togolais qu'ils considèrent comme un protagoniste de la crise de consulter l'opposition. C'est vouloir jouer le rôle de juge et parti, précisent les responsables du G14. Pour ces derniers, tout ce que le gouvernement entreprend fait partie des prérogatives de la médiation qui auraient déjà été accomplies.

Selon le gouvernement, le dialogue devrait s'ouvrir avant la fin de l'année en cours et les Togolais se demandent si d'ici fin décembre, on pourra voir les acteurs de la crise s'asseoir autour d'une table de négociation. Difficile de le dire pour l'instant si aucune partie ne change de position.

Théo

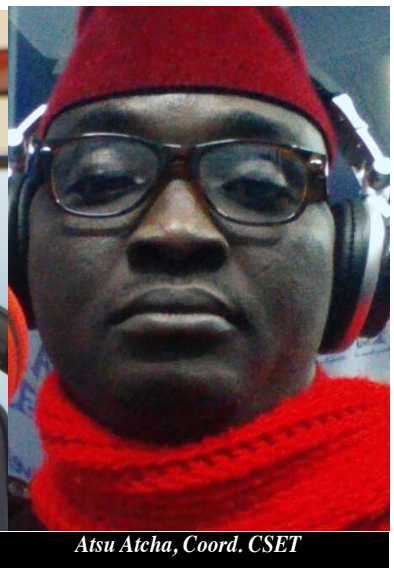
CRISE DANS L'ÉDUCATION :

QUELLE SOLUTION AVANT LA PROCHAINE RENTRÉE ?

Les élèves sont libérés pour les congés de Noël le 22 décembre après un trimestre de cours complètement perturbé par des mouvements de grève des enseignants. Parmi les revendications de ceux-ci, on retient pour l'essentiel :

- l'ouverture des discussions pour fixer de commun accord le taux de prime unique à accorder aux enseignants ;
- l'amendement des articles contenus dans la copie du statut particulier et faisant objet de désaccord ;
- l'organisation d'un concours d'intégration des enseignants volontaires dans la fonction publique ;
- et les allocations forfaitaires des 20.000 et 30000 francs à intégrer aux salaires des enseignants du confessionnels qui émargent sur le budget de l'Etat.

Selom KOmi Klassou, PM



Atsu Atcha, Coord. CSET

Ces revendications ont fait l'objet de plusieurs semaines de grève sans satisfaction jusqu'à la veille des congés. Mais le mercredi 20 décembre 2017, le Conseil National de Dialogue Social (CNDS) a initié une rencontre qui a réuni les syndicats de l'éducation, les centrales syndicales, le gouvernement et les directeurs de société. A l'issue de cette assise, le CNDS a soumis aux parties en crise un certain nombre de recommandations dont le respect permettra de trouver une solution durable à toutes les revendications susmentionnées.

Les sources proches des fédérations syndicales présentes à cette rencontre indiquent que le gouvernement promet d'annoncer l'ouverture des discussions avec les syndicats cette semaine. Les enseignants dans l'impatience de voir ces discussions s'ouvrir le plus tôt possible sont encore allés aux Assemblées Générales synchronisées le samedi derniers où ils demandent à la coalition des fédérations syndicales de préparer un mot d'ordre de grève pour la rentrée si aucune solution n'est trouvée aux revendications avant le 08 janvier, date de la reprise des classes.

Tous les regards sont ainsi tournés vers le gouvernement qui a promis non seulement de mettre à l'ordre du jour tous les problèmes qui minent l'enseignement, mais aussi de placer la question des primes en première loge. Parmi les besoins à satisfaire en dehors des primes, le gouvernement évoque la question des bâtiments scolaires, du matériel didactique, du personnel enseignant et autres.

Théo

LeDIALOGUE
Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité

Directrice de la Publication : Talata SIBABI Tél : 92 70 73 36

Rédacteur en chef :
POULI Pierre (91 96 04 53)

Rédaction :
Kadi, POULI Pierre,
Appolinaire, Junior AGBÉ

Imprimerie :
IMPRIMERIE RAD GRAPHIC Sarl U.

Tirage :
1.500 exemplaires

ASSEMBLÉE NATIONALE :

Le budget général du Togo, gestion 2018, arrêté à 1.318,5 milliards de FCFA

Les députés ont adopté la semaine dernière, le projet de loi des finances. Ce texte qui consacre le budget de 2018 avait été déposé depuis le 10 novembre dernier à la commission des finances de l'assemblée nationale. Assainissement des finances publiques, accélération de la croissance et prise en charge de la demande sociale, telles sont les principales caractéristiques du prochain budget. Il s'équilibre en ressources et en dépenses à 1.318,5 milliards de FCFA contre 1.218,9 milliards pour le budget 2017, soit une progression de 8,2%.

Les députés lors du vote du budget exercice 2017

Lors du vote une partie des élus de l'opposition ont préféré adopté la politique de chaise vide. Cette attitude de l'opposition est qualifiée par les observateurs de fuite en avant. D'ailleurs le président du groupe parlementaire Unir s'est exprimé à ce propos.

Pour Christophe Tchao c'est une démission face au mandat que la population a confié aux élus du peuple. L'adoption de la loi de finances va permettre au gouvernement de poursuivre la mise en œuvre du programme conclu avec le FMI, a indiqué Sani Yaya, le ministre de l'Economie et des Finances.

La politique budgétaire sera axée sur la poursuite de l'amélioration de la mobilisation des ressources internes, une meilleure allocation de ces ressources sur la base de l'efficacité des investissements publics, la maîtrise des dépenses courantes et du déficit du solde budgétaire, a précisé M. Yaya.

Le Togo va amplifier les réformes fiscales et élargir la base fiscale afin de réduire la pression fiscale sur les entreprises privées.

Le ministre a annoncé une gestion prudente et efficiente des dépenses.

" Les principes d'engagement, d'exécution et de règlement des dépenses publiques seront scrupuleusement observés en évitant au maximum les dépenses imprévues " a-t-il précisé.

Toutefois, a conclu Sani Yaya, la persistance de la crise socio-politique est un risque majeur pour la mise en œuvre de la loi de finances. D'où la nécessité de favoriser un climat propice aux affaires et à l'investissement.

LA REDACTION

UN NOUVEAU SYNDICAT DANS LA FAMILLE DE LA CSTT :

Le SYNATRA 2A2I porté sur les fonds baptismaux

C'était à l'issue du congrès constitutif du Syndicat National des Travailleurs (SYNATRA) de la société2A2Ien abrégé SYNATRA 2A2I, le samedi 23 décembre dernier au lycée de Bè-Kpota à Lomé. Les stratégies de défense des intérêts des travailleurs étaient au centre de ce congrès. Les employés ont parfaitement le droit de s'organiser dans le respect du cadre légal en vigueur, afin de lutter pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, surtout lorsqu'elles sont menacées.

Les membres du bureau du SYNATRA 2A2I

Kpeni Wiyao Robert, SG du SYNATRA 2A2I

Suite aux délibérations, c'est Monsieur KPENI WIYAO Robert qui a été élu à une majorité écrasante, secrétaire général du SYNATRA 2A2I par les soixante dizaines de délégués présents. Il dirige un bureau de 9 membres pour un mandat de 4 ans renouvelable une seule fois.

Plusieurs défis majeurs à relever s'imposent à son équipe, a-t-il confié à la presse. Ils sont essentiellement liés au non-respect de la convention collective des travailleurs régissant le secteur de la zone franche. Ce qui n'est pas actuellement à 2A2i où les employés n'ont pas de domiciliation de salaire ni de bulletin de paye.

A cela s'ajoute les renvois en cascade des salariés qui sont à la merci de l'employeur. Les conditions de travail également ne sont pas fameuses. Les journées de travail y sont pénibles, vu les tâches pratiquement sans répits de traitement, de tris et de classement des friperies, a-t-il expliqué. Pour attaquer ce vaste chantier, le bureau nouvellement investi entend très rapidement procéder à l'organisation de l'élection des délégués du personnel afin d'entamer des négociations franches avec l'employeur sur la plateforme revendicative dans le respect mutuel entre les deux parties.

Précisons aussi que pour la circonstance, les délégués à ce congrès constitutif ont été instruits sur les règles gouvernant la conduite d'un syndicat ainsi que les droits et devoirs des syndiqués.

Junior

MODERNISATION DANS LE SECTEUR DES TRANSPORTS :

Bientôt le paiement mobile des frais de délivrance des titres de transports

La Direction des Transports Routiers et Ferroviaires (DTRF) tient une place intégrante dans les réformes conduites dans le secteur des transports par le ministère des infrastructures et des transports, en tant qu'institution en chargede l'exécution, de l'organisation et du contrôle de la politique du gouvernement en matière de transports terrestres.Ce service public se modernise de plus en plus.

En effet, le vendredi lors d'une conférence de presse, le Directeur général de la DTRF, M. AGBOKPE Kokou Délato, a annoncé l'opérationnalisation dans les semaines à venir du service de paiement mobile des frais liés aux services fournis à ses usagers individuels ou opérateurs économiques.

Il s'agit des services d'obtention de titre de transport tels que le permis de conduire,

Suite à la page 6

DEUXIÈME TIRAGE DU JEU KDO TMONEY :

D'AUTRES HEUREUX GAGNANTS RÉCOMPENSÉS PAR TOGOCEL

Le jeu Kdo TMONEY du leader de la téléphonie mobile, Togocell, continue de faire des heureux gagnants. Initié pour récompenser les abonnés du réseau Togocell et les fidéliser, notamment les utilisateurs du service de paiement mobile Tmoney, le jeu Kdo Tmoney était en effet à son deuxième tirage au sort le vendredi 22 décembre dernier à la Salle de conférence de la SAZOF.

Photo de famille des gagnants avec le Directeur Ago-Bazaa Bawbady (au milieu).

Dame chance a souri à d'autres abonnés. 5 motos, 4 ordinateurs potables ainsi que des dotations TMONEY de 10 000 FCFA et des forfaits de communication (50 minutes + 50 sms + 1 Go) ont été ainsi les lots disponibles.

C'était sous la supervision de Me Doris KPOGNON, huissier de justice commis par Togocel pour attester du cadre légal et de la transparence du dispositif électronique du tirage au sort.

Le principe du jeu, rappelons-le est basé sur la récompense des transactions TMONEY et permet aux clients prépayés et postpayés de Togo Cellulaire de cumuler des points suite à chaque transaction TMONEY et de gagner des lots en fonction du montant et de la nature de la transaction.

Le Directeur commercial et Marketing de la société, Bawbady AGOBAZAA, a procédé à cette occasion à la remise des lots aux gagnants du premier tirage.

Il reste encore deux tirages avant la clôture du jeu à la fin de ce mois. Avis donc, aux abonnés qui disposent encore de quelques jours pour multiplier les transactions Tmoney afin d'être éligibles au tirage au sort, et enlever les lots encore disponibles. Pour ce faire, il suffit de cumuler entre 100 et 500 points.

Au total, plus de 830 lots estimés à 60 millions de FCFA sont en jeu. Les lots comprennent 2 voitures de marque Nissan kick 2017, 24 motos, 24 ordinateurs portables, 420 lots d'argent TMONEY d'une valeur comprise entre 10 000 et 75 000, puis 360 forfaits de communication

Elom

MODERNISATION DANS LE SECTEUR DES TRANSPORTS :

Bientôt le paiement mobile des frais de délivrance des titres de transports

Suite de la page 5

les certificats d'immatriculation moto ou auto, communément appelés cartes grises des véhicules, les autorisations de transport, les certificats internationaux et le permis international. Le paiement mobile desdits frais se fera par le truchement du service TMONEY du réseau leader Togocell, accessible à partir de la syntaxe *145#.

La digitalisation du paiement des frais de livrable de ces titres de transport, selon le DG s'explique par le souci de facilitation, de transparence et de rapidité. " Il faut que ceux qui sollicitent nos services soient servis en temps réel et ne pas payer de faux frais", a-t-il indiqué.

A cette occasion, une démonstration de service déjà en production, a été effectuée aux journalistes. C'est donc la fin annoncée desfaux frais décriés par les usagers victimes de la pléthore d'intermédiairesopérant autour de la DTRF. L'usager à partir de leur compte Tmoney s'acquitte

AGBOKPE Kokou Délato, Directeur Général de la DTRF

directement du montant lié au service voulu et reçoit instantanément un accusé de paiement, puis un message de la DTRF lui fixant un rendez-vous pour la suite de la procédure. Ce qui à l'avantage de réduire sensiblement les encombrements jadis constatés dans les locaux de ce service public et les délais d'attente des usagers. Il est de même pour les concessionnaires ou des opérateurs économiques.

Dans le même sens, pour davantage de clarté, l'application est aussi en gestation pour permettre aux usagers de suivre leur dossier dès leur entrée dans le circuit de la DTRF, a expliqué le DG AGBOKPE.

Ce dernier est enfin revenu sur les récents mouvements d'humeurorchestrés par les démarcheurs au niveau de ladite direction.

Les agents de la DTRF ne sont nullement impliqués dans le supposé mouvement de débrayage, précise t- Il avant d'attribuer ces remous aux mécontentements dus à la décision de filtrer l'accès de la direction qui n'est désormais autorisée qu'aux seuls transitaires agréés ou à leurs représentants et aux usagers.

JOURNÉE DE VOTE AU LIBERIA:

Les enjeux de l'élection présidentielle

Au lendemain de festivités de Noël plus sobres que d'habitude, les Libériens votent ce mardi 26 décembre pour élire leur nouveau président. Les électeurs se rendent aux urnes avec sept semaines de retard sur le calendrier initial pour déterminer qui, de la légende du football George Weah ou du vice-président Joseph Boakai, succèdera à Ellen Johnson Sirleaf, première femme élue chef d'Etat en Afrique.

Après des semaines d'imbroglio juridique, né de la contestation des résultats du premier tour du 10 octobre, les urnes vont enfin désigner le successeur d'Ellen Johnson Sirleaf, seule femme à avoir été élue chef d'Etat en Afrique. Les bureaux de vote ont ouvert à 8h TU et ferment à 18h TU aux quelque 2,1 millions d'électeurs de ce petit pays anglophone. Les premiers résultats sont attendus quelques jours plus tard.

George Weah, star du PSG et du Milan AC dans les années 1990, part favori après être arrivé en tête au premier tour dans 11 provinces sur 15. Il bénéficie du ralliement du sénateur et ancien chef de milice Prince Johnson (8,2%) et du parti de Charles Brumskine.

Au total, quatre candidats défaits au premier tour ont appelé leurs partisans à soute-

Suite à la page 7

DONS DE L'ASSOCIATION IRE OGOU DANS LA COMMUNE D'ATAKPAMÉ :

L'Honorable AMETODJI au chevet d'une centaine d'enfants vulnérables en cette fête de Noël

Le 25 décembre de chaque année est célébré dans le monde entier la fête de la nativité communément appelé Noël. Une fête au cours de laquelle les parents ne lésinent pas sur les moyens pour offrir des cadeaux afin de donner de la joie et du sourire aux enfants.

L'honorable

Photo de famille des bénéficiaires

C'est dans cette dynamique que l'association IRE OGOU de l'Honorable AMETODJI a bien voulu s'associer aux enfants orphelins, déshérités et démunis de la commune d'Atakpamé en cette période importante où toutes les familles s'occupent de leurs enfants. Cette cérémonie de remise qui a eu lieu sur le terrain de Maracana de l'hôtel Kapokier a connu la présence des autorités locales de la ville d'Atakpamé et des parents qui ont fait le déplacement pour la circonstance.

Ils sont environ 700 enfants venus des quartiers Djama, Gnagnan, Houdou, Doulassamé, Lom Nava, Kotokoli Zongo et Haoussa Zongo à bénéficier de ce geste humanitaire de l'association IRE OGOU. Un geste qui vient soulager un temps soit peu la peine des parents en ces périodes de fête de fin d'année où donner de la joie et du sourire aux enfants reste une chose importante. Et c'est ce que l'Honorable AMETODJI a posé comme acte en donnant des kits composés de riz, d'huile, de spaghetti, de biscuits et des jouets en grande quantité.

Cette action humanitaire de l'Honorable démontre combien de fois il reste préoccupé par le bien-être des enfants en général et de ceux vulnérables en particulier. Pour la circonstance les autorités et les parents présents à cette cérémonie n'ont pas manqué de saluer l'immense geste poser par l'Honorable AMETODJI qui a permis aux enfants déshérités de se sentir heureux. Mme AKODA Ablavi parent d'un bénéficiaire s'est réjouie de ce don venant de l'Honorable AMETODJI car c'est " autant de cadeaux pour les enfants ", a-t-elle déclaré. Que c'est formidable. Pour la simple raison qu'elle ne s'y attendait pas, pour elle, l'honorable AMETODJI est plus qu'un père Noël, voir un ange envoyé par Dieu. Elle a enfin imploré le bon Dieu à ce qu'il l'accorde plus de santé et de sagesse afin que ce geste se multiplie dans les années à venir pour le bien-être de leurs enfants.

Rappelons que cet acte est la suite d'une série de dons en vivres faits aux personnes âgées de ladite localité. Pour l'Association IRE OGOU de l'honorable AMETODJI le bien-être des populations reste et demeure la première préoccupation. C'est pourquoi dans leur action quotidienne les membres s'attèlent à apporter soutien et main forte aux frères et sœurs de la localité.

Ainsi pour que cette action soit commune, ils ont invité tous les filles et fils de l'Ogou à s'unir et s'en entraider davantage pour le développement durable du Grand Ogou. Notons au passage que IRE OGOU est une association à but non lucratif, qui œuvre pour un développement durable et pérenne des populations du Grand Ogou (Anié, Est mono et Ogou). Il a, à sa tête l'honorable AMETODJI Michel et compte en son actif plusieurs activités de développement dans divers domaines.

Le Dialogue

JOURNÉE DE VOTE AU LIBERIA:

Les enjeux de l'élection présidentielle

Suite de la page 6

nir le footballeur de légende, qui brigue la présidence pour la troisième fois, après 2005 et 2011.

" La victoire est mienne ", a répondu dimanche 24 décembre Joseph Boakai, 73 ans, bien qu'il n'ait réuni qu'une centaine de militants à son quartier général dimanche soir. " Nous prions pour qu'ils fassent que cette élection soit libre, juste et crédible ", a ajouté le vice-président sortant, très critique ces dernières semaines envers la Commission électorale nationale.

Les résultats du premier tour, qui s'est déroulé le 10 octobre et avait donné dix points d'avance à Geroge Weah sur son rival, avaient toutes les apparences d'un vote de contestation. Le second tour ce mardi permettra de savoir si les Libériens se sont réconciliés entre temps avec le parti au pouvoir, le Parti de l'unité, ou s'ils préfèrent l'opposition.

La présidente sortante a fait de son mieux. Mais son successeur devra prendre le relais et permettre au Liberia de passer à autre chose, d'ouvrir le

Au quartier général de la Commission électorale, les employés rangent le matériel de vote avant le scrutin présidentiel du 26 décembre 2017

Liberia au monde extérieur, pour que le monde entier comprenne que le Liberia connait désormais la paix et la stabilité. Qu'attendent les électeurs libériens ?

La corruption au coeur de la campagne

La campagne du second tour au Liberia a été tellement dominée par la personnalité et le style des deux candidats, le sénateur Weah et le vice-président Boakai, qu'on en viendrait à oublier les enjeux, pourtant majeurs. A commencer par la lutte contre la corruption.

A Monrovia, le mot corruption est sur toutes les lèvres. George Weah évoque souvent le sujet. Mais il est avare de détails lorsqu'il s'agit d'expliquer comment il ferait pour assainir la situation.

La Cour des comptes libérienne a pourtant souvent sonné l'alarme, notamment au sujet de la disparition de fonds publics qui devaient être consacrés aux victimes de l'épidémie d'Ebola, il y a deux ans. La présidente Ellen Johnson Sirleaf a rejeté les accusations du gendarme antifraude, affirmant qu'il avait fallu, vu l'urgence de la situation, contourner la procédure.

Le vice-président Boakai promet, s'il est élu, de s'en tenir a la lettre de la loi. Il assure, entre autres, qu'il n'interviendra pas dans le fonctionnement des institutions.

En matière d'économie, le candidat du parti au pouvoir a été plus précis que le candidat de l'opposition. Le vice-président s'est engagé à créer 50 000 emplois, dans l'industrie du meuble notamment. Reste a savoir si les électeurs voteront ce mardi pour un homme ou pour son programme.

Ce qu'on peut dire d'abord, c'est que cela va se passer dans le calme. Les gens votent pour la paix. Quand on leur demande, ils disent qu'ils veulent de la stabilité, de la paix et un rebond de l'économie. Ils veulent du travail, ils veulent que leur pays avance comme n'importe quel autre pays dans le monde ! Tout cela c'est ce qui revient dans les discussions : les gens veulent un meilleur futur pour leurs enfants.

Au Liberia, ça veut dire la paix et la stabilité, ça veut dire l'éducation pour tous les enfants, ça veut dire un meilleur système de santé, ça veut dire des emplois pour eux et pour la jeunesse, et ça veut dire un développement économique.

Source : rfi.fr

Annonce

C M J N